

## Annexe

Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement  
(Communauté flamande)

Convention collective de travail du 17 avril 1992

Modification de la convention collective de travail  
du 25 septembre 1990 relative aux conditions de rémunération

Article 1<sup>er</sup>. L'article 21 de la convention collective de travail du 25 septembre 1990, conclue au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, relative aux conditions de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 juillet 1992, modifié par la convention collective de travail du 15 avril 1991, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 octobre 1992, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 21. Le montant de la partie forfaitaire de cette allocation de fin d'année est fixé annuellement et repris en annexe IV de la présente convention collective de travail. »

Art. 2. La convention collective de travail du 25 septembre 1990 précitée, est complétée par une annexe IV, rédigée comme suit :

« Annexe IV à la convention collective de travail du 25 septembre 1990 relative aux conditions de rémunération

Fixation de la partie forfaitaire (dénommée « montant fixe »)  
de l'allocation de fin d'année

A. Evolution du montant fixe de l'allocation de fin d'année à partir de son indexation (pour information) :

1. année 1987 : 8 000 F
2. année 1988 : 8 107 F
3. année 1989 : 8 402 F
4. année 1990 : 8 760 F

B. Adaption du montant fixe de l'allocation de fin d'année en application des dispositions de l'article 21 de la présente convention collective de travail :

1. Pour l'année 1991 le montant fixe est fixé à 8 955 F. »

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1991 et a la même validité que celle qu'elle modifie.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 21 janvier 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

## Bijlage

Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen  
(Vlaamse Gemeenschap)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 april 1992

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst  
van 25 september 1990 betreffende de loonvoorwaarden

Artikel 1. Artikel 21 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1990, gesloten in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, betreffende de loonvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 juli 1992, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 april 1991, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 oktober 1992, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 21. Het bedrag van het forfaitaire gedeelte van deze eindejaarstoelage wordt jaarlijks vastgesteld en als bijlage IV van deze collectieve arbeidsovereenkomst opgenomen. »

Art. 2. Voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1990 wordt aangevuld met een bijlage IV, luidend als volgt :

« Bijlage IV aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 1990 betreffende de loonvoorwaarden

Vaststelling van het forfaitair gedeelte  
(zogenaamd « vast bedrag ») van de eindejaarstoelage

A. Evolutie van het vast bedrag van de eindejaarstoelage vanaf zijn indexering (ter informatie) :

1. jaar 1987 : 8 000 F
2. jaar 1988 : 8 107 F
3. jaar 1989 : 8 402 F
4. jaar 1990 : 8 760 F

B. Aanpassing van het vast bedrag van de eindejaarstoelage in toepassing van de bepalingen van artikel 21 van de collectieve arbeidsovereenkomst :

1. Voor het jaar 1991 wordt het vast bedrag vastgesteld op 8 955 F. »

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 1991 en heeft dezelfde geldigheid als deze die zij wijzigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 januari 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 93 — 719

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

5 MARS 1993. — Arrêté royal  
portant des mesures de police sanitaire  
relatives à la maladie d'Aujeszky

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987, relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990 et 20 juillet 1991, notamment le chapitre III;

Vu l'avis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 5 août 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup> modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de commencer sans délai la lutte organisée contre la maladie d'Aujeszky afin de préserver les possibilités d'exportation du secteur;

N. 93 — 719

## MINISTERIE VAN LANDBOUW

5 MAART 1993. — Koninklijk besluit  
houdende maatregelen van diergeneeskundige politie  
betreffende de ziekte van Aujeszky

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 20 juli 1991, inzonderheid hoofdstuk III;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 augustus 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld een aanvang te nemen met de georganiseerde bestrijding van de ziekte van Aujeszky ten einde de exportmogelijkheden van de sector te vrijwaren;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1<sup>o</sup> Cochette : porc femelle qui n'a pas encore été sailli, détenu en vue de l'élevage.

2<sup>o</sup> Porc d'engraissement : porc sevré âgé de plus de dix semaines, détenu en vue de l'engraissement.

3<sup>o</sup> Exploitation : tout bâtiment ou ensemble de bâtiments, y compris les terrains attenants, qui forment un ensemble du point de vue sanitaire dans lequel les porcs sont détenus ou qui est destiné à cette fin.

4<sup>o</sup> Foyer : l'exploitation dans laquelle la présence de la maladie d'Aujeszky a été confirmée sur base des symptômes cliniques et d'un diagnostic de laboratoire pour autant que les mesures n'aient pas été levées par l'inspecteur vétérinaire.

5<sup>o</sup> Bourgmestre : le bourgmestre de la commune dans laquelle se situe le foyer ou dans laquelle se trouvent les porcs et pour autant que des mesures sanitaires doivent être prises sur le territoire d'autres communes, les bourgmestres de ces communes.

6<sup>o</sup> Responsable : le propriétaire ou le détenteur qui exerce une gestion et une surveillance habituelles et directes sur les porcs.

7<sup>o</sup> Vétérinaire sous contrat : le vétérinaire agréé tel que défini dans l'article 3 de l'arrêté royal du 16 juillet 1981 portant des mesures spéciales en vue de la lutte contre la peste porcine, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1990.

8<sup>o</sup> I.N.R.V. : l'Institut National de Recherches Vétérinaires du Ministère de l'Agriculture.

9<sup>o</sup> Laboratoire agréé : laboratoire tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1978 relatif à l'organisation des soins de santé pour les porcs.

10<sup>o</sup> Inspecteur vétérinaire : l'inspecteur vétérinaire compétent pour la commune dans laquelle se trouvent l'exploitation ou les porcs.

11<sup>o</sup> Service : le Service Vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

12<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui à l'Agriculture dans ses attributions.

#### CHAPITRE II. — Suspicion

Art. 2. Tout responsable qui constate chez des porcs de son exploitation des signes de maladie tels que troubles nerveux, mortalité élevée, troubles respiratoires, avortements ou des symptômes de maladie faisant soupçonner la maladie d'Aujeszky chez d'autres espèces animales, doit appeler sans délai le vétérinaire sous contrat dans l'exploitation. Ce vétérinaire procède à un examen clinique. Lorsque cet examen n'infirmes pas la suspicion de la maladie d'Aujeszky, il prélève les échantillons nécessaires au diagnostic de laboratoire de la maladie d'Aujeszky et les transmet dans un laboratoire agréé de dépistage des maladies des animaux. Il informe sans délai l'inspecteur vétérinaire de la suspicion.

Art. 3. Après la déclaration de suspicion de la maladie d'Aujeszky, l'inspecteur vétérinaire place l'exploitation sous suspicion. Il signifie cette suspicion au responsable et l'informe des mesures qui sont d'application dans l'exploitation.

Art. 4. Dans une exploitation suspecte, toute sortie ou entrée de porcs est interdite exceptée la sortie de porcs directement à destination d'un abattoir.

Art. 5. Dès que, suite aux examens, la suspicion est infirmée, l'inspecteur vétérinaire lève la suspicion et en informe le responsable.

#### CHAPITRE III. — Mesures dans le foyer

Art. 6. Dès que la suspicion est confirmée par les résultats des examens, l'inspecteur vétérinaire déclare l'exploitation foyer et en fixe les limites. Il en informe le responsable, le vétérinaire sous contrat et le bourgmestre. L'inspecteur vétérinaire peut prendre des mesures complémentaires appropriées pour le dépistage de la maladie d'Aujeszky, notamment faire procéder à des examens supplémentaires dans les exploitations situées autour du foyer.

Art. 7. Dans le foyer, les mesures suivantes sont d'application :

1<sup>o</sup> Toute sortie ou entrée de porcs est interdite à l'exception de la sortie de porcs d'abattage de plus de 80 kg directement vers un abattoir autorisé par l'inspecteur vétérinaire.

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Opfokzeug : nog niet fokrijp vrouwelijk varken dat wordt gehouden met het oog op de voortplanting.

2<sup>o</sup> Mestvarken : gespeend varken vanaf een leeftijd van tien weken dat wordt gehouden met het oog op de vetmesting.

3<sup>o</sup> Bedrijf : elk gebouw of complex van gebouwen, erin begrepen de erbij horende terreinen, die op sanitair gebied een geheel vormen, waar varkens worden gehouden of dat daartoe bestemd is.

4<sup>o</sup> Haard : het bedrijf waar de aanwezigheid van de ziekte van Aujeszky werd bevestigd op basis van klinische symptomen en van een laboratoriumdiagnose voor zover de maatregelen niet werden opgeheven door de inspecteur-dierenarts.

5<sup>o</sup> Burgemeester : de burgemeester van de gemeente waar de haard gelegen is of waar de varkens zich bevinden en, voor zover maatregelen dienen genomen te worden op het grondgebied van andere gemeenten, de burgemeesters van deze gemeenten.

6<sup>o</sup> Verantwoordelijke : de eigenaar of de houder die gewoonlijk over de varkens een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent.

7<sup>o</sup> Contractdierenarts : de aangenomen dierenarts zoals bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 juli 1981 houdende bijzondere maatregelen ter bestrijding van de varkenspest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 1990.

8<sup>o</sup> N.I.D.O. : het Nationaal Instituut voor Diergeneeskundig Onderzoek van het Ministerie van Landbouw.

9<sup>o</sup> Erkend laboratorium : laboratorium zoals bedoeld in artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 januari 1978 betreffende de organisatie van de gezondheidszorg voor varkens.

10<sup>o</sup> Inspecteur-dierenarts : de inspecteur-dierenarts bevoegd voor de gemeente waar het bedrijf of de varkens zich bevinden.

11<sup>o</sup> Dienst : de Diergeneeskundige Dienst van het Ministerie van Landbouw.

12<sup>o</sup> Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

#### HOOFDSTUK II. — Verdenking

Art. 2. Elke verantwoordelijke die bij varkens in zijn bedrijf ziekte-tetkens vaststelt zoals zenuwstoornissen, hoge sterfte, ademhalingsstoornissen, verwerpen, of ziekteverschijnselen die de ziekte van Aujeszky bij andere diersoorten laten vermoeden, dient zonder verwijf de contractdierenarts te ontbieden in het bedrijf. Deze dierenarts voert een klinisch onderzoek uit. Indien dit onderzoek de aanwezigheid van de ziekte van Aujeszky niet uitsluit, neemt hij de nodige stalen met het oog op de laboratoriumdiagnose van de ziekte van Aujeszky, en maakt ze over aan een erkend laboratorium voor dierziektenbestrijding. Hij brengt de inspecteur-dierenarts zonder verwijf van de verdenking op de hoogte.

Art. 3. Na een aangifte van een verdenking van de ziekte van Aujeszky, plaatst de inspecteur-dierenarts het bedrijf onder verdenking. Hij betekent de verdenking aan de verantwoordelijke en licht hem in over de maatregelen die in het bedrijf van kracht zijn.

Art. 4. In een verdacht bedrijf is elke afvoer of aanvoer van varkens verboden, uitgezonderd het afvoeren van varkens rechtstreeks naar een slachthuis.

Art. 5. Van zodra uit de onderzoeken blijkt dat de verdenking is weerlegd, heft de inspecteur-dierenarts de verdenking op en betekent dit aan de verantwoordelijke.

#### HOOFDSTUK III. — Maatregelen in de haard

Art. 6. Van zodra de verdenking wordt bevestigd door de onderzoeksresultaten, verklaart de inspecteur-dierenarts het bedrijf tot haard en bepaalt er de grenzen van. Hij betekent dit aan de verantwoordelijke, aan de contractdierenarts en aan de burgemeester. De inspecteur-dierenarts kan bijkomende maatregelen nemen voor de opsporing van de ziekte van Aujeszky, met name het opleggen van supplementair onderzoek in bedrijven gelegen rond een haard.

Art. 7. In de haard zijn volgende maatregelen van toepassing :

1<sup>o</sup> Elke afvoer of aanvoer van varkens is verboden met uitzondering van de rechtstreekse afvoer van slachtvarkens van meer dan 80 kg naar een slachthuis toegestaan door de inspecteur-dierenarts.

2° Tous les porcs sevrés sont vaccinés, à l'exception des porcs conduits à l'abattoir conformément aux prescriptions de l'article 10 et qui ont été déclarés foyer, dans les huit jours de la déclaration du foyer, par deux injections à intervalle de quatre semaines avec un vaccin contre la maladie d'Aujeszky autorisé par le Service.

3° Dans les exploitations, dans lesquelles il n'est pas procédé aux vaccinations conformément aux dispositions de l'article 10 et qui ont été déclarées foyer, les porcs doivent être vaccinés pendant un an au moins, conformément aux prescriptions de l'article 10, § 1<sup>er</sup>. Dans ces exploitations un examen sérologique doit être effectué au moins tous les six mois, pour la recherche du virus. La vaccination peut être arrêtée si la présence du virus n'a plus été mise en évidence.

Art. 8. L'inspecteur vétérinaire lève les mesures décrites à l'article 7, 1<sup>o</sup>, au plus tôt treize jours après la disparition des symptômes dans le foyer. Il confirme cette levée de mesures au responsable, au vétérinaire sous contrat et au bourgmestre.

#### CHAPITRE IV. — Vaccination

Art. 9. L'emploi d'un vaccin déléty négatif, suivant les modalités décrites à l'article 10, est seul autorisé pour la vaccination contre la maladie d'Aujeszky. Le vétérinaire sous contrat est seul compétent pour l'exécution de la vaccination. Le Ministre peut désigner les vaccins qui doivent être utilisés.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Dans la région visée à l'annexe I du présent arrêté, dans chaque exploitation et à l'initiative du responsable, tous les porcs doivent être vaccinés contre la maladie d'Aujeszky selon le schéma décrit ci-après. Dans cette région une dérogation à cette obligation de vaccination peut être accordée au responsable par le Chef du Service.

1° Les truies et les verrats en production sont vaccinés deux fois par an en respectant un intervalle d'au moins cinq mois entre chaque vaccination si on utilise un vaccin inactivé, ou trois fois par an en respectant un intervalle d'au moins trois mois entre chaque vaccination si on utilise un vaccin vivant atténué. Lors de chaque vaccination dans l'exploitation, la totalité des truies présentes et des verrats en production sera vaccinée.

2° Les porcs d'élevage introduits sont vaccinés à l'arrivée dans l'exploitation, une deuxième vaccination étant effectuée quatre semaines plus tard.

3° Les porcs d'engraissement sont vaccinés au moins une fois au début de la phase d'engraissement.

4° Les cochettes sont vaccinées à l'âge de dix semaines, une deuxième vaccination étant effectuée quatre semaines plus tard et une troisième vaccination étant effectuée au moment de la première saillie.

§ 2. Dans une exploitation située dans la région visée à l'annexe II, les porcs peuvent être vaccinés suivant le schéma décrit au § 1<sup>er</sup> après accord préalable de l'inspecteur vétérinaire. Dans une exploitation située en région II et dans laquelle des porcs d'engraissement sont introduits en provenance soit d'une autre région que la région II, soit d'une région hors du Pays qui possède un statut Aujeszky inférieur au statut attribué à la région II, soit d'une exploitation située dans la zone II et dans laquelle on vaccine conformément aux prescriptions du § 1<sup>er</sup> de cet article, tous les porcs, doivent être vaccinés suivant le schéma décrit au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le Ministre arrête les mesures pour le contrôle de l'exécution de la vaccination.

#### CHAPITRE V

##### *Echanges commerciaux de porcs entre les exploitations*

Art. 11. L'introduction dans le cheptel de porcs d'élevage en provenance d'exploitations dans lesquelles la vaccination prévue à l'article 10 est appliquée, vers des exploitations dans lesquelles on ne vaccine pas n'est autorisée, que si, sur base d'examens sérologiques pratiqués sur des prélèvements de sang effectués avant le départ de l'exploitation d'origine et trois semaines après l'arrivée dans l'exploitation de destination, il peut être établi que les porcs transportés ne possèdent pas d'anticorps dirigés contre l'antigène gl.

#### CHAPITRE VI. — Dépistage

Art. 12. Le Ministre arrête les mesures en vue du dépistage de la maladie d'Aujeszky.

Art. 13. L'exécution des mesures pour le dépistage de la maladie d'Aujeszky est à charge du Fonds de la santé et de la production des animaux.

2° Alle varkens vanaf speenleeftijd worden geënt met uitzondering van de varkens die overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid binnen de acht dagen na de betekening van de haard naar een slachthuis worden afgevoerd, gevolgd door een tweede enting na vier weken met een door de Dienst toegelaten entstof tegen de ziekte van Aujeszky.

3° In de bedrijven waar niet wordt geënt overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 en die tot haard werden verklaard, moet worden geënt gedurende minimum één jaar volgens de bepalingen van artikel 10, § 1. Voor deze bedrijven moet minstens om de zes maanden een serologisch onderzoek worden uitgevoerd op de aanwezigheid van het virus. De enting mag pas worden stopgezet indien geen virus meer kan worden aangetoond.

Art. 8. De inspecteur-dierenarts heft de maatregelen bedoeld in artikel 7, 1<sup>o</sup>, op ten vroegste dertig dagen na het verdwijnen van de symptomen in de haard. Hij betekent deze opheffing aan de verantwoordelijke, aan de contractdierenarts en aan de burgemeester.

#### HOOFDSTUK IV. — Enting

Art. 9. Voor de enting tegen de ziekte van Aujeszky is enkel het gebruik van gl negatieve deletievaccins toegelaten overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld in artikel 10. Enkel de contractdierenarts is bevoegd voor de uitvoering van de inenting. De Minister kan de entstoffen aanduiden die moeten gebruikt worden.

Art. 10. § 1. In het gebied bepaald in bijlage I van dit besluit moeten in elk bedrijf de varkens op initiatief van de verantwoordelijke worden geënt tegen de ziekte van Aujeszky overeenkomstig onderstaand schema. In dit gebied kan aan de verantwoordelijke ontheffing op deze entverplichting worden verleend door het Hoofd van de Dienst.

1° zeugen en beren in productie worden twee maal per jaar geënt met een tussentijd van minstens vijf maanden tussen elke entbeurt bij enting met een geïnactiveerd vaccin, en drie maal per jaar geënt met een tussentijd van minstens drie maanden tussen elke entbeurt bij enting met een levend verzwakt vaccin. Tijdens elke entbeurt worden alle in het bedrijf aanwezige zeugen en beren in productie geënt.

2° aangevoerde fokvarkens worden geënt bij de aankomst op het bedrijf, gevolgd door een tweede enting vier weken later.

3° mestvarkens worden minstens één maal geënt bij de opzet.

4° Opfokzeugen worden geënt op een leeftijd van tien weken gevolgd door een tweede enting vier weken later en door een derde enting bij de eerste dekking.

§ 2. In een bedrijf gelegen in het gebied bepaald in bijlage II mogen de varkens worden geënt overeenkomstig het schema vermeld in § 1, mits voorafgaandelijk toestemming door de inspecteur-dierenarts aan de verantwoordelijke op diens verzoek werd verleend. In een bedrijf gelegen in gebied II waar mestbiggen worden aangevoerd afkomstig van buiten gebied II, of van een regio gelegen buiten het Rijk met een Aujeszky-statuut lager dan het statuut toegekend aan gebied II, of van een bedrijf binnen gebied II waar geënt wordt overeenkomstig de bepalingen van § 1 van dit artikel, moeten evenwel alle varkens worden geënt overeenkomstig het schema vermeld in § 1.

§ 3. De Minister bepaalt de maatregelen voor de controle op de uitvoering van de enting.

#### HOOFDSTUK V

##### *Handelsverkeer van varkens tussen bedrijven*

Art. 11. Het toevoegen van fokvarkens afkomstig van bedrijven waar de enting bedoeld in artikel 10 werd toegepast, in bedrijven waar niet wordt geënt, is slechts toegestaan wanneer aan de hand van serologische verslagen na bloedstaalnames uitgevoerd binnen de twee weken vóór het vertrek op het bedrijf van herkomst en drie weken na aankomst op het bedrijf van bestemming, kan worden aangetoond dat de aangevoerde varkens geen dragers zijn van antistoffen gericht tegen het gl antigeen.

#### HOOFDSTUK VI. — Opsporing

Art. 12. De Minister bepaalt de maatregelen tot opsporing van de ziekte van Aujeszky.

Art. 13. De uitvoering van de maatregelen tot opsporing van de ziekte van Aujeszky worden betaald door het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren.

## CHAPITRE VII. — Mesures applicables d'office

**Art. 14.** En cas de refus du responsable d'appliquer les mesures édictées ou recommandées, le bourgmestre fait alors, à la demande de l'inspecteur vétérinaire, appliquer celles-ci d'office sous la surveillance de la police ou de la gendarmerie, pour le compte de l'intéressé.

Les coûts occasionnés par l'application d'office des mesures de police sanitaire sont récupérés par la commune auprès du responsable.

**Art. 15.** Sans préjudice des poursuites judiciaires à chargé du contrevenant, tout porc provenant d'un foyer, présent sur la voie publique, dans un lieu public ou dans une propriété appartenant à autrui, en infraction au présent arrêté, est abattu immédiatement sur ordre de l'inspecteur vétérinaire, sans préjudice des poursuites judiciaires à l'encontre du contrevenant.

**Art. 16.** Chaque responsable est tenu de respecter les directives qui lui sont données par l'inspecteur vétérinaire dans le cadre de la lutte contre la maladie d'Aujeszky; il fournit à l'inspecteur vétérinaire les renseignements demandés concernant l'état sanitaire de ses porcs pour la maladie d'Aujeszky.

Il est tenu, à la demande de l'inspecteur vétérinaire ou des autorités de police, d'apporter la preuve que ses porcs répondent aux conditions du présent arrêté. S'il n'y satisfait pas, l'exploitation est considérée comme foyer et les mesures visées aux articles 14 et 15 sont immédiatement d'application. Le responsable ne peut pas s'opposer à la prise d'échantillons de sang ou à tout autre prélèvement nécessaire pour le diagnostic de la maladie d'Aujeszky dans son troupeau et il doit prêter assistance aux personnes désignées à cet effet.

**Art. 17.** Chaque vétérinaire doit en cas de maladie d'Aujeszky fournir les informations demandées par l'inspecteur vétérinaire et, à tout moment répondre aux demandes de ce dernier.

Tout vétérinaire agréé peut à tout moment, être requis par l'inspecteur vétérinaire pour procéder suivant ses recommandations à la vaccination des porcs.

## CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

**Art. 18.** Les annexes au présent arrêté peuvent être modifiées et complétées par le Ministre.

**Art. 19.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux chapitres V et VI de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 21.** En dérogation aux dispositions de l'article 9, pendant une période transitoire de quatre mois après l'entrée en vigueur de cet arrêté, l'utilisation d'un vaccin gl positif est autorisée pour la vaccination des porcs d'engraissement.

**Art. 22.** Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,  
**A. BOURGEOIS**

Annexe I à l'arrêté royal du 5 mars 1993 portant des mesures de police sanitaire relatives à la maladie d'Aujeszky

Liste des régions en application de l'article 10, § 1<sup>er</sup> (région I) :  
La province de Flandre Orientale.  
La province de Flandre Occidentale.  
La province d'Anvers.  
La province du Limbourg à l'exclusion de la commune des Fourons.

## HOOFDSTUK VII. — Ambtshalve toe te passen maatregelen

**Art. 14.** Weigert de verantwoordelijke de opgelegde maatregelen of bevelen uit te voeren dan doet de burgemeester, op verzoek van de inspecteur-dierenarts deze ambtshalve uitvoeren, onder toezicht van de politie of van de rijkswacht, voog rekening van de betrokkenen.

De kosten veroorzaakt door het ambtshalve toepassen van maatregelen van gezondheidspolitie worden door het gemeentebestuur teruggevorderd van de verantwoordelijke.

**Art. 15.** Elk uit een haard afkomstig varken waarvan de aanwezigheid op de openbare weg, in een openbare plaats of op andermans eigendom een overtreding van dit besluit uitmaakt, wordt op bevel van de inspecteur-dierenarts onmiddellijk geslacht onverminderd de gerechtelijke vervolgingen ten laste van de overtreder.

**Art. 16.** Iedere verantwoordelijke moet de voorschriften naleven die hem in verband met de bestrijding van de ziekte van Aujeszky door de inspecteur-dierenarts worden gegeven; hij verstrekt de inspecteur-dierenarts de gevraagde inlichtingen betreffende de gezondheidstoestand van zijn varkens in verband met de ziekte van Aujeszky.

Hij dient, op aanvraag van de inspecteur-dierenarts of van de politie-autoriteiten, het bewijs voor te leggen dat zijn varkens aan de in dit besluit voorgeschreven voorwaarden voldoen. Bij niet voldoening hieraan wordt het bedrijf beschouwd als haard en zijn de maatregelen van artikel 14 en 15 onmiddellijk van toepassing. De verantwoordelijke mag zich niet verzetten tegen het nemen van bloedmonsters of van gelijk welke andere stof nodig voor de diagnose van de ziekte van Aujeszky in zijn varkensstapel en hij moet zijn medewerking verlenen aan de daartoe gemachtigde personen.

**Art. 17.** Iedere dierenarts moet inzake de ziekte van Aujeszky de door de inspecteur-dierenarts verstrekte onderrichtingen naleven en op elk ogenblik aan deze de gevraagde inlichtingen verstrekken.

Iedere aangenomen dierenarts kan ten allen tijde door de inspecteur-dierenarts worden opgevorderd om binnen de door hem gestelde termijn over te gaan tot het enten van varkens.

## HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

**Art. 18.** De bijlagen gevoegd bij dit besluit kunnen door de Minister worden gewijzigd en aangevuld.

**Art. 19.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de hoofdstukken V en VI van de diergezondheidswet van 24 maart 1987.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 21.** In afwijking van de bepalingen in artikel 9, mag gedurende een overgangperiode van vier maanden na de datum van het in werking treden van dit besluit, gl positief vaccin gebruikt worden voor de enting van mestvarkens.

**Art. 22.** Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 maart 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
**A. BOURGEOIS**

Bijlage I bij het koninklijk besluit van 5 maart 1993 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de ziekte van Aujeszky

Lijst van de gebieden in toepassing van artikel 10, § 1 (gebied I)  
De provincie West-Vlaanderen.  
De provincie Oost-Vlaanderen.  
De provincie Antwerpen.  
De provincie Limburg met uitzondering van de Voerstreek.

La province de Brabant à l'exclusion de l'arrondissement de Nivelles.

La commune de Comines.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 mars 1993.

### BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

Annexe II à l'arrêté royal du 5 mars 1993 portant des mesures de police sanitaire relatives à la maladie d'Aujeszky

Liste des régions en application de l'article 10, § 2 (région II) :  
La province du Hainaut à l'exclusion de la commune de Comines.

L'arrondissement de Nivelles.  
La province de Namur.  
La province de Liège.  
La commune des Fourons.  
La province de Luxembourg.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 mars 1993.

### BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le ministre de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

De provincie Brabant met uitzondering van het arrondissement Nijvel.

De gemeente Komen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 5 maart 1993.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Landbouw,  
A. BOURGEOIS

Bijlage II bij het koninklijk besluit van 5 maart 1993 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de ziekte van Aujeszky

Lijst van de gebieden in toepassing van artikel 10, § 2 (gebied II) :  
De provincie Henegouwen met uitzondering van de gemeente Komen.

Het arrondissement Nijvel.  
De provincie Namen.  
De provincie Luik.  
De Voerstreek.  
De provincie Luxemburg.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 5 maart 1993.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Landbouw,  
A. BOURGEOIS

F. 93 — 720

#### 8 MARS 1993. — Arrêté ministériel portant des mesures en vue de la prévention et du dépistage de la maladie d'Aujeszky

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux modifiée par les lois des 29 décembre 1990 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1993 portant des mesures de police sanitaire relatives à la maladie d'Aujeszky, notamment les articles 12 et 13;

Vu l'avis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 août 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de commencer sans délai la prévention organisée et le dépistage de la maladie d'Aujeszky afin de préserver les possibilités d'exportation du secteur,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En vue du dépistage de la maladie d'Aujeszky, des prélèvements d'échantillons de sang doivent être effectués chaque année dans une partie des exploitations porcines. Le nombre d'échantillons à prélever, le moment des prises de sang et le choix des exploitations à échantillonner sont fixés chaque année par le Service.

**Art. 2.** Les analyses des échantillons de sang, visées à l'article 1<sup>er</sup>, sont effectuées par :

l'I.N.R.V.;

les laboratoires agréés dans les limites fixées de leur compétence territoriale, avec l'assistance technique de l'I.N.R.V. et sous l'autorité et le contrôle du Service.

N. 93 — 720

#### 8 MAART 1993. — Ministerieel besluit houdende maatregelen met het oog op de preventie en opsporing van de ziekte van Aujeszky

De Minister van Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1993 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de ziekte van Aujeszky, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 augustus 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld een aanvang te nemen met de georganiseerde preventie en opsporing van de ziekte van Aujeszky ten einde de exportmogelijkheden van de sector te vrijwaren,

Besluit :

**Artikel 1.** Met het oog op het opsporen van de ziekte van Aujeszky moeten jaarlijks bloedmonsters worden gepreleveerd in een gedeelte van de varkensbedrijven. Het aantal te preleveren monsters, het tijdstip van de bloedname en de keuze van de te bemons-teren varkensbedrijven, worden jaarlijks door de Dienst bepaald.

**Art. 2.** De analyses van de bloedmonsters bedoeld bij artikel 1 worden uitgevoerd door :

het N.I.D.O.;

de erkende laboratoria binnen de grenzen van de daarin vastgelegde territoriale bevoegdheid, met de technische bijstand van het N.I.D.O., en onder het gezag en de controle van de Dienst.